Accords de Bretton Woods—Loi

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, l'amendement à l'étude a été discuté en long et en large au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Il exige en quelque sorte que, chaque fois que nous voudrions verser de l'argent à l'un de ces organismes internationaux, nous fassions de chaque affectation de crédits à cette fin l'objet d'un projet de loi qui sera présenté au Parlement, qui sera débattu, qui subira les trois lectures et l'étude par un comité. Voilà bien une proposition ridicule. Les travaux du Parlement en seront retardés. Les affaires du pays resteront en souffrance et il est certain qu'ainsi l'argent consacré au développement ne sera pas accordé parce que jamais il ne sera consacré suffisamment de temps à ces mesures pour qu'elles soient toutes adoptées.

C'est le problème qui existe à l'heure actuelle. Nous voulons honorer nos engagements internationaux et nous voulons que ces affectations de crédits se fassent normalement et soient débattues au comité où des témoins peuvent venir comparaître et où les parlementaires peuvent prendre bonne note de l'intention d'effectuer des versements à ces organismes, afin que nous puissions comprendre ce qui se passe. Il n'y a aucune raison de réclamer un projet de loi qui aura à franchir toutes les étapes de l'étude parlementaire si ce n'est de fournir à certains députés l'occasion de paraître à la télévision.

Mme Jewett: Vous devriez avoir honte.

M. Blenkarn: Je dis, monsieur le Président, qu'il ne s'agit pas là de responsabilité parlementaire. On veut plutôt faire obstruction aux travaux du Parlement sans raison valable. La députée, qui occupe ces fonctions depuis longtemps, le sait.

Mme Jewett: Vous teniez d'autres discours quand vous étiez dans l'opposition.

M. Blenkarn: Nous sommes devant un cas de simple affectation de crédits à un organisme ou à des organismes dont nous reconnaissons tous la valeur, et quand nous accordons des fonds à d'autres organismes, nous le faisons par les prévisions budgétaires. Nous procédons de cette façon parce qu'elle permet d'examiner ces prévisions de dépenses.

On a demandé si nous examinions les prévisions budgétaires comme nous le devrions. C'est pourquoi le comité dirigé par notre collègue le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) explore les changements que nous pourrions apporter aux méthodes de travail des comités parlementaires. La réforme du Parlement est amorcée, et la députée le sait. Elle sait aussi que cette réforme va donner au Parlement plus de contrôle sur les prévisions de dépenses et en permettre un examen beaucoup plus approfondi. Pour la bonne marche des travaux parlementaires, monsieur le Président, nous ne pouvons pas les encombrer chaque année par un projet de loi prévoyant l'affectation de crédits à ces organismes internationaux. Il n'y a tout simplement pas assez de temps au calendrier parlementaire. La proposition de la députée du Nouveau parti démocratique, qui recueille l'appui du parti libéral, à mon grand étonnement, car

je le pensais plus avisé, n'est qu'une tentative de plus pour retarder les travaux de la Chambre.

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, n'ai-je pas entendu le dernier orateur nous dire en substance que cet examen au Parlement aurait pour effet de ralentir le processus d'évaluation et l'examen complet des crédits concernant des organismes comme le groupe de la Banque mondiale, dont le FMI? Je n'ai pas oublié que c'est le même député qui disait il n'y a pas tant de mois, après avoir siégé à divers comités, que cette démarche était insensée. Elle est absolument absurde. Nous siégeons ici jour après jour à parcourir les prévisions de dépenses, et je ne pense pas qu'il y ait un seul député pour dire que le processus suivi jusqu'à présent ait le moindre sens.

Pour examiner maintenant les crédits du groupe de la Banque mondiale, nous allons avoir un fonctionnaire qui va venir passer deux heures au comité, avec mission de faire du galimatias et de noyer le poisson pendant deux heures avant de pouvoir se défilier. L'examen, c'est cela, monsieur le Président. Voilà le sérieux avec lequel les divers crédits sont examinés. Peut-être tout cela va-t-il changer, comme l'affirme le député, et verrons-nous une approche entièrement nouvelle, le goût de l'ouverture et du débat véritable. Peut-être bien, et peut-être bien qu'il fera jour également demain. On verra bien. Mais dire que le Parlement discute aujourd'hui pour la toute dernière fois ce que le pays va faire avec le groupe de la Banque mondiale et avec le FMI, j'estime que c'est une tragédie. Voilà deux ensembles d'institutions absolument vitales, qui ont un impact profond sur ce qui se passe dans les pays en voie de développement. Nous savons, nous, parlementaires, que notre action à l'endroit du groupe de la Banque mondiale n'a pas été spécialement impressionnante au fil des ans. Le groupe de la Banque mondiale et le FMI ont financé et mis en place toutes sortes de plans qui n'ont pas aidé les pays du tiers monde, qui ont perpétué chez eux le sentiment d'oppression économique et sociale, qui les ont asservis plus étroitement à nos idéaux, à nos approches et à notre économie d'occidentaux.

La situation de la plupart des pays du tiers monde s'est aggravée du fait des décisions du groupe de la Banque mondiale, FMI compris, auxquelles nous avons pris part. Dire que c'est fini, qu'il n'y aura plus de discussion ou de débat à la Chambre des communes, je trouve que c'est incroyable. Je vois du côté gouvernemental des députés qui se sont opposés il n'y a pas si longtemps à ce que les libéraux ont fait quand ils ont dit: «Écoutez. Cela devient gênant des débats à la Chambre des communes pendant lesquels on signale les bavures de notre effort de développement dans le tiers monde. Donc, la solution sera de retirer cela au Parlement et à l'examen public».

Mme Jewett: Ce n'est pas notre solution à nous.

M. Riis: Non, ce n'est pas la nôtre. J'ai dit que c'était la solution du parti libéral quand il était au gouvernement. Et alors les députés conservateurs ont pris la parole pour tempêter contre la suppression de ce débat.